



COMITÉ EUROPÉEN DE DROIT RURAL
EUROPEAN COUNCIL FOR RURAL LAW
EUROPAISCHE GESELLSCHAFT FÜR AGRARRECHT UND DAS RECHT DES LÄNDLICHEN RAUMES

XXVIIIe Congrès européen de droit rural

9-13 septembre 2015, Potsdam (Allemagne)

XXVIII European Congress of Agricultural Law

9-13 September 2015, Potsdam (Germany)

XXVIII. Europäischer Agrarrechtskongress

9.-13. September 2015, Potsdam (Deutschland)

organisé sous la direction du C.E.D.R. par la Société Allemande de Droit Agraire
organised under the direction of the C.E.D.R. by the German Society for Agricultural Law
organisiert unter der Leitung des C.E.D.R. durch die Deutsche Gesellschaft für Agrarrecht

Questionnaire – Fragebogen

Commission II – Kommission II

Espace rural: cadre juridique et mise en œuvre

Rural Areas: Legal framework and implementation

Ländlicher Raum: Rechtsrahmen und Umsetzung

Président: Prof. Dr. Joseph Hudault, Université Paris I Panthéon Sorbonne, (France)

Rapporteur général: ass.Prof. Dr. János Ede Szilágyi PhD, Université de Miskolc (Hongrie);

civdrede@uni-miskolc.hu

I. Instruction générale – General instruction – Allgemeine Hinweise

Un rapport national devrait compter environ **15 pages ainsi qu'une page de résumé** et être transféré par e-mail au rapporteur général jusqu'au **30 juin 2015** en format Word. Une copie devrait être transférée au délégué général: roland.norer@unilu.ch. Avant d'écrire le rapport les rapporteurs sont priés de demander le **document Word formatisé** auprès du délégué général (adresse e-mail ci-dessus).

Pour de plus amples informations, les rapporteurs nationaux sont priés de prendre contact avec le rapporteur général.

A national report should consist of around **15 pages and a summary of one page** and should be delivered by e-mail by the **June 30, 2015** as a word document to the General Reporter (address as above). A copy should be sent to the Delegate General: e-mail address: roland.norer@unilu.ch. Before the rapporteurs start writing they should ask the Delegate General for the **style sheet (word document)** (e-mail address see above).

Further Information: Please contact the General Reporter for additional information.

Ein nationaler Bericht sollte ungefähr **15 Seiten sowie eine Seite Zusammenfassung umfassen** und per E-Mail bis am **30. Juni 2015** als Word-Datei dem Generalberichterstatter übermittelt werden (E-Mail-Adresse siehe oben). Eine Kopie sollte dem Generaldelegierten übermittelt werden: roland.norer@unilu.ch. Bevor die Berichterstatter mit dem Schreiben beginnen, sind sie gebeten, die **Formatvorlage (Word-Dokument)** beim Generaldelegierten (E-Mail-Adresse vorstehend) zu verlangen.

Für weitere Informationen wollen die nationalen Berichterstatter bitte mit dem Generalberichterstatter Kontakt aufnehmen.

I. La nouvelle période de programmation 2014-2020 pour le développement rural et la sauvegarde des communautés rurales

1. Quelles objectifs spécifiques par rapport à la nouvelle législation de l'UE sur le développement rural est-ce que votre pays a défini et promu pendant les négociations ? Est-ce que votre pays a est arrivé de les intégrer dans le règlement n° 1305/2013 ou dans des autres provisions de l'UE ? (Pour les Etats non-membres : Quelles objectifs est-ce que votre législation national prévoit-elle concernant le développement rural ?)
2. Quelles mesures de soutien prévues par le règlement n° 1305/2013 présentent un intérêt particulier pour votre pays ? (Pour les Etats non-membres : Quelles prescriptions de votre législation nationale sur le développement rural présentent un intérêt particulier ?)
3. Est-ce que la sauvegarde des communautés rurales en cadre des programmes de développement rural selon art. 6 règlement n° 1305/2013 est une préoccupation important dans votre pays ?
4. Quelles difficultés notables est-ce que se présentent quant à la mise en œuvre à l'échelle nationale du règlement n° 1305/2013 ? (Pour les Etats non-membres : Est-ce qu'il y a des difficultés notables quant à la mise en œuvre de la législation respective concernant le développement rural ?)

5. Est-ce que les « services de base et rénovation des villages dans les zones rurales » selon art. 20 règlement n° 1305/2013 jouent-ils un rôle important dans le programme de développement rural de votre pays ? (Pour les Etats non-membres : Est-ce qu'il y a des mesures comparables à celles de l'UE concernant les services de base et la rénovation des villages ?)
6. Est-ce que les sous-programmes thématiques selon art. 7 règlement n° 1305/2013, en particulier ceux concernant « les jeunes agriculteurs », « les petites exploitations » et « les femmes dans l'espace rural » jouent-ils un rôle important dans votre programme national sur le développement rural ? (Pour les Etats non-membres : Est-ce que votre législation nationale prévoit-elle des prescriptions comparables à celles de l'UE et de quelle importance sont celles-ci ?)
7. Quelles autres prescriptions nationales autre que l'implémentation de la législation européenne flanque le développement rural dans votre pays ?

II. En particulier: Acquisition transfrontalière et la sauvegarde des communautés rurales

8. Informations de base, faits et chiffres : Est-ce que l'acquisition transfrontalière est-elle un sujet de la politique agricole de votre pays (p.ex. investisseurs de votre pays qui aimeraient acquérir de la superficie agricole dans un autre pays ou des investisseurs étrangers qui considèrent votre pays comme intérêt d'investissement pour des acquisitions transfrontalières) ?
9. Est-ce que la législation nationale de votre pays adresse-t-elle la thématique de l'acquisition transfrontalière ? Veuillez élaborer sur le cadre juridique.
10. Quelle est l'objectif visé par ce cadre juridique (p.ex. la sauvegarde des communautés rurales) ?
11. Quels instruments légaux est-ce que la législation nationale de votre pays prévoit-elle concernant l'acquisition transfrontalière des superficies agricoles (P.ex. règles spécifiques concernant des droits réels restreints comme des droits de gage, des hypothèques, usufruit ; restrictions concernant les types de contrat pour l'usage de terres agricoles comme le bail rural ou un système d'affermage) ?
12. Est-ce qu'il y a des prescriptions nationales dans le droit national de votre pays concernant la personne du propriétaire foncier ou l'exploitant des terres agricoles (p.ex. exigence de nationalité, formation agricole ou preuve de l'intention d'utiliser les terres pour des activités agricoles) ?
13. Quelle est la législation nationale pertinente pour l'acquisition de propriété foncière ou l'usage des terres agricoles par des personnes morales ? Veuillez vous focaliser uniquement sur les conditions qui divergent des conditions régulières auxquelles les personnes physiques sont soumises.
14. Comment est-ce que le droit national concernant l'acquisition transfrontalière est-il appliqué (p.ex. procédure d'autorisation préalable pour l'acquisition de superficies agricoles, système de contrôle) ?
15. Comment le contrôle juridictionnel de l'acquisition des superficies agricoles est-il exercé dans votre pays ? Est-ce que le droit national prévoit des procédures légaux

spécifiques (p.ex. des cours spécifiques ou des procédures d'arbitrage pour régler des litiges et différends sur l'acquisition rurale) ? Comment est-ce que le contournement (p.ex. des contrats simulés) et la violation des restrictions nationales concernant l'acquisition des superficies agricoles sont empêchés ?

I. The new rural development period of the EU (2014-2020) and the maintenance of rural communities

1. Which special national goals were determined and promoted by your country during the negotiations of the EU's new rural development legislation? Could your country successfully integrate these national goals into Regulation No. 1305/2013 and other EU provisions? (For non-member states: What are the goals provided in the national legislation concerning the rural development legislation?)
2. Which rural development measures in Regulation No. 1305/2013 have an particular significance for your country? (For non-member states: Which provisions of the rural development legislation are of particular importance?)
3. Is the maintenance of rural communities an important issue in the rural development program in art. 6 of Regulation No. 1305/2013 of your country?
4. Which noteworthy difficulties arise during the national implementation of Regulation No. 1305/2013? (For non-member states: Are there any noteworthy difficulties arising during the enforcement of the pertinent law on rural development?)
5. Does the support of "basic services and village renewal in rural areas" in art. 20 of Regulation No. 1305/2013 have a significant role in your national rural development program? (For non-member states: Are there any provisions comparable to those governing the basic services and village renewal?)
6. Do the thematic sub-programmes in art. 7 of Regulation No. 1305/2013 especially of "young farmers", "small farms" and "women in rural areas" have a significant role In your national rural development program? (For non-member states: Are there any comparable provisions and if so, of what importance are they in your country?)
7. What other national legislation beside the implementation of EU-law deals with rural development in your country?

II. In particular: Cross-border acquisitions and the maintenance of rural communities

8. Background information, facts and figures: Is cross-border acquisition an issue in your country's agricultural policy (e.g. investors of your country wanting to invest in cross-border acquisitions or your country as a target of cross-border acquisitions)?

9. Does the national legislation in your country address the issue of cross-border acquisitions? Please outline the legal framework.
10. What is the intended purpose behind the legal framework (e.g. the maintenance of rural communities)?
11. What legal instruments does the national law of your country provide concerning the cross-border acquisition of agricultural lands (e.g. special rules concerning limited rights *in rem* such as liens, mortgages, beneficial interest (*usufructus*); restrictions as to the types of contracts for the use of agricultural land such as leasehold contracts or share-cropping)?
12. Are there any special provisions in the national law of your country concerning the individual land owner or land user (e.g. requirements as to citizenship, qualification in agricultural activities or proof of intention to pursue agricultural activities on the land in question)?
13. What is the pertinent national legislation for the acquisition of land ownership or use of agricultural lands by legal persons (legal entities)? Please focus solely on the conditions which differ from the conditions regulating the acquisitions of natural persons.
14. How is the national law on cross-border acquisitions enforced (e.g. prior authorisation procedure for the acquisition of agricultural land, control system) in your country?
15. How is judicial control of the acquisition of agricultural land ensured in your country? Does the national law provide any special legal procedures (e.g. special courts or special arbitration procedures for the settlement of land-related legal disputes)? How is the circumvention (e.g. simulated contracts) and violations of the national restrictions on land acquisition prevented?

I. Die neue Programmplanungsperiode zur Förderung der ländlichen Entwicklung der EU (2014-2020) und der Erhalt ländlicher Gemeinden

1. Welche spezifischen Ziele sind während den Verhandlungen zur neuen EU-Gesetzgebung über die Entwicklung des ländlichen Raums in Ihrem Land bestimmt und propagiert worden? Konnte Ihr Land diese Ziele erfolgreich in die VO 1305/2013 und andere EU-Vorschriften einbringen? (Für Nicht-EU-Mitgliedstaaten: Welche Ziele sieht die nationale Gesetzgebung in Ihrem Land bezüglich der ländlichen Entwicklung vor?)
2. Welche Maßnahmen der VO 1305/2013 sind von besonderer Bedeutung für Ihr Land? (Für Nicht-EU-Mitgliedstaaten: Welche Vorgaben der Gesetzgebung über die ländliche Entwicklung sind von besonderer Bedeutung?)
3. Ist der Erhalt ländlicher Gemeinden im ländlichen Entwicklungsprogramm gemäss Art. 6 VO 1305/2013 ein wichtiges Anliegen in Ihrem Land?

4. Welche erwähnenswerten Schwierigkeiten ergeben sich in der nationalen Umsetzung der VO 1305/2013? (Für Nicht-Mitgliedstaaten: Gibt es erwähnenswerte Schwierigkeiten bei der Umsetzung der entsprechenden Gesetzgebung zur ländlichen Entwicklung?)
5. Spielt die Förderung der „Basisdienstleistungen und Dorferneuerung in ländlichen Gebieten“ gemäß Art. 20 VO 1305/2013 eine wichtige Rolle im ländlichen Entwicklungsprogramm Ihres Landes? (Für Nicht-EU-Mitgliedstaaten: Gibt es vergleichbare Massnahmen zu jenen der EU betreffend Basisdienstleistungen und Dorferneuerungen?)
6. Spielen die thematischen Teilprogramme gemäss Art. 7 VO 1305/2013, speziell diejenigen bezüglich „Junglandwirte“, „kleine landwirtschaftliche Betriebe“ und „Frauen in ländlichen Gebieten“ eine wichtige Rolle in Ihrem nationalen Programm zur ländlichen Entwicklung? (Für Nicht-Mitgliedstaaten: Gibt es in Ihrer nationalen Gesetzgebung vergleichbare Bestimmungen und falls ja, wie wichtig sind diese in Ihrem Land?)
7. Welche andere nationale Gesetzgebung neben der Umsetzung des EU-Rechts flankiert die ländliche Entwicklung in Ihrem Land?

II. Im Speziellen: Grenzüberschreitender Erwerb und der Erhalt ländlicher Gemeinden

8. Hintergrundinformationen, Zahlen und Fakten: Ist der grenzüberschreitende Erwerb ein Thema in der Agrarpolitik Ihres Landes (z.B. Investoren in Ihrem Land, die im Ausland grenzüberschreitend Land erwerben wollen oder Ihr Land als Ziel von ausländischen Investoren, die grenzüberschreitend Land erwerben wollen)?
9. Berührt die nationale Gesetzgebung Ihres Landes die Thematik des grenzüberschreitenden Erwerbs? Bitte führen Sie den entsprechenden rechtlichen Rahmen aus.
10. Was ist der beabsichtigte Grund hinter besagtem rechtlichen Rahmen (z.B. Erhalt der ländlichen Gemeinden)?
11. Welche rechtlichen Instrumente sieht die nationale Gesetzgebung Ihres Landes bezüglich des grenzüberschreitenden Erwerbs landwirtschaftlicher Flächen vor (z.B. spezifische Regeln bezüglich der beschränkten Rechte *in rem* wie Pfandrechte, Hypotheken, Niessbrauch (*usufructus*); Restriktionen bezüglich der Vertragstypen für den Gebrauch landwirtschaftlicher Flächen wie Pachtverträge oder Entrichten einer Pacht durch einen Teil der Ernte)?
12. Gibt es spezielle Vorschriften im nationalen Recht Ihres Landes bezüglich der Person des Landeigentümers oder Landnutzers (z.B. Anforderungen bezüglich der Staatsbürgerschaft, landwirtschaftliche Ausbildung oder Absichtserklärung auf der in Frage stehenden Fläche landwirtschaftlichen Aktivitäten nachzugehen)?
13. Welches ist die einschlägige nationale Gesetzgebung für den Eigentumserwerb oder den Gebrauch landwirtschaftlicher Flächen durch juristische Personen? Bitte fokussieren Sie einzig auf die Bedingungen, welche von denjenigen für natürliche Personen abweichen.

14. Wie wird das nationale Recht bezüglich grenzüberschreitendem Erwerb durchgesetzt (z.B. vorgängiges Bewilligungsverfahren für den Erwerb landwirtschaftlicher Flächen, Kontrollsystem)?
15. Wie wird die gerichtliche Kontrolle des Erwerbs landwirtschaftlicher Flächen in Ihrem Land umgesetzt? Sieht das nationale Recht spezielle rechtliche Verfahren vor (z.B. spezifische Gerichte oder Schiedsgerichtsverfahren für die Beilegung rechtlicher Streitigkeiten bezüglich Landerwerb)? Wie werden Umgehung (z.B. „Strohmanngeschäfte“) und Verletzung der nationalen rechtlichen Restriktionen bezüglich Landerwerb verhindert?